Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2016-7** **07/01/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 8

Objet : Appel à candidatures : 8 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de chef(fe) d'unité résistance aux produits phytosanitaires (catégorie A+ ou agent contractuel) à LYON (69).

Conseil Economique, social et environnemental (CESE) :

1 poste d'administrateur(rice) de la section du travail et de l'emploi (catégorie A+ : administrateur civil ou corps équivalent) à PARIS (75).

Conservatoire du littoral :

1 poste de responsable de la mission « interface terre-mer » (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à ROCHEFORT (17).

1 poste de délégué(e) de rivages adjoint(e) pour sa délégation Corse (catégorie A confirmé ou agent contractuel) à BASTIA (Haute-Corse).

Etablissement public du Marais Poitevin :

1 poste de chargé(e) de mission : gestion quantitative de la ressource en eau sur le Marais poitevin, porteur de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) (catégorie A+) à Luçon (85).

1 poste de chargé(e) de mission : règles de gestion de l'eau (catégorie A) à Luçon (85).

Parc Amazonien de Guyane :

1 poste de coordinateur(rice) du programme leader sud Guyane 2014-2020 (catégorie A ou agent contractuel) à REMIRE-MONTJOLY (97).

Parc National des Calanques :

1 poste de chargé(e) de communication spécialisé(e) en web management (agent contractuel de catégorie A ou B+) à MARSEILLE (13).

La sous-directrice mobilité, emplois et carrières

Signé : Noémie LE QUELLENEC

Date : 22/12//2015

Poste à pourvoir	**Chef d'unité Résistance aux Produits Phytosanitaires (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Mobilité interne (CDI, détachement, affectation)** **ou CDI, détachement, affectation**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire Anses-Lyon – Unité Résistance aux Produits Phytosanitaires (RPP)

Missions / contexte

Le laboratoire de Lyon réunit plus de 75 personnes et est constitué de plusieurs unités centrées plus spécialement sur l'amélioration de la santé des ruminants.
Il comprend également une unité (RPP) qui travaille dans le domaine de la Santé du Végétal. Cette unité a pour mission l'étude des phénomènes de résistance aux produits phytosanitaires chez les principaux bioagresseurs des cultures (champignons, insectes, bactéries et mauvaises herbes).
L'équipe RPP est composée de 8 agents : 1 chef d'unité, 1 scientifique PhD, 1 scientifique niveau Ingénieur, 2 scientifiques niveau Licence-Maîtrise, 3 Techniciens Supérieurs. Cette unité constitue l'un des chaînons essentiels dans le dispositif actuel de vigilance sur les problèmes d'émergence et de progression des résistances.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur du laboratoire de l'Anses-Lyon, le chef de l'unité Résistance aux Produits Phytosanitaires est en charge du management de l'unité tant au niveau scientifique que technique et administratif. Il a également pour rôle d'assurer l'interface entre le laboratoire de l'Anses et les différentes structures participant au dispositif de surveillance des résistances : Direction Générale de l'Alimentation (DGAl) du Ministère de l'Agriculture, INRA, Instituts Techniques.

Activités

- Manager un service, une unité
- Gérer les ressources humaines : absence, entretien d'évaluation
- Elaborer et mettre en oeuvre un programme de travail
- Piloter et définir les modalités d'expertise
- Superviser et finaliser les produits d'expertise
- Mettre en oeuvre les procédures et référentiels qualité
- Valoriser les activités de l'Agence dans son périmètre d'intervention
- Représenter l'agence
- Assurer une veille dans son périmètre d'intervention
- Apporter conseil et expertise dans son périmètre d'intervention

- Pilotage de l'unité : définition des objectifs, suivi et synthèse des résultats,
- Identification et suivi des moyens budgétaires et humains,
- Animation de la réflexion scientifique au sein de l'unité,
- Recherche et construction de partenariats ; recherche de financements,
- Conseil et expertise scientifique dans le domaine des résistances et de leur gestion.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Ingénieur Agronome (spécialisation obligatoire en Santé du Végétal) et thèse d'université souhaitée

Expériences similaires

- 10 ans d'expériences dans le domaine de la protection des cultures,
- Expérience appréciée dans le domaine des résistances aux produits phytosanitaires
- Expérience en management d'équipe

Compétences

- Compétences scientifiques en biologie végétale et biologie moléculaire,
- Compétences techniques en agronomie et techniques culturales
- Très bonne connaissance des filières végétales,
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe,
- Capacités rédactionnelles avérées (rapports, avis et articles scientifiques),
- Aptitudes à la communication orale,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (écrite et orale),
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels),
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Force de proposition**,**
- Une HDR sera un plus
- Optimiser les ressources

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 19/01/2016

Renseignements sur le poste : Annie Micoud (annie.micoud@anses.fr ; 04.78.69.68.45)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-152 à : recrutement@anses.fr

Administrateur de la section du travail et de l'emploi au sein du Conseil économique, social et environnemental (CESE)

Missions :

Au sein de la direction des services consultatifs, et sous l'autorité hiérarchique du directeur, l'administrateur a la responsabilité de l'animation de la section, en appui de sa présidente qui exerce une autorité fonctionnelle, et de l'ensemble de ses membres, en vue de l'élaboration des avis, rapports et études. Il encadre le secrétariat de section composé d'une équipe de trois personnes et il veille à la programmation et à son suivi.

Activités :

- Encadrement et coordination de l'équipe administrative en vue de la préparation (établissement du planning des travaux) et du suivi des réunions hebdomadaires (saisines, procès-verbaux, bulletins…).
- Communication et rôle d'interface entre les membres de la section et l'administration du Conseil.
- Contribution active à l'identification de thèmes d'auto-saisines ainsi qu'à l'élaboration des avis, rapports et/ou études et participation à leur rédaction (totale ou partielle), en lien étroit avec les rapporteurs.
- Participation à la définition du choix des auditions ; organisation des auditions et des déplacements éventuels ; prises de contacts préalables pour déterminer les modalités et le contenu des interventions.
- Participation à la politique de communication du CESE (appui aux rapporteurs pour la valorisation des avis ; rédaction d'articles pour « Le fil d'Iéna »…).
- Assistance de la Présidente et des membres de la section dans leurs relations avec les autorités du Conseil, les autres formations de travail et les organismes extérieurs.
- Relations avec les administrateurs homologues du Sénat et de l'assemblée nationale.
- Veille législative, réglementaire et institutionnelle.

Toutes ces activités sont menées dans le cadre d'un management de proximité, associant étroitement l'administrateur adjoint et la secrétaire de la section.

Principales compétences attendues (savoir faire technique & aptitudes professionnelles)

Professionnelles

- Qualités rédactionnelles et solide esprit de synthèse
- Sens de l'initiative
- Rigueur et sens de l'organisation
- Capacités managériales
- Sens de la diplomatie et des relations humaines

Spécifiques

- Intérêt marqué pour la réflexion stratégique
- Aptitude à la recherche du consensus dans un environnement pluriel
- Connaissances approfondies de la législation du travail et des politiques publiques relatives à l'emploi et à la formation professionnelle
- Bonne maîtrise du système institutionnel français et européen

Profil (niveau catégoriel, niveau d'expérience, nature et niveau de formation requis)

Niveau catégoriel : A + (administrateur civil ou corps équivalent)

Expérience : Au moins 3 ans d'expérience récente sur un poste dans le domaine des relations sociales, en lien avec différents interlocuteurs en particulier des partenaires sociaux.

Formation : Niveau master (grandes écoles, l'ENA, études en économie, droit, sciences politiques ou équivalent)

Clôture de réception des candidatures : 31 janvier 2016

Informations : drh@lecese.fr

Contact : nathalie.bricnet@lecese.fr

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute Un responsable de la mission « Interface Terre-Mer » (H/F)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 165 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 000 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services centraux sont composés du département de l'action foncière, du département de la gestion patrimoniale (DGPAT) et du secrétariat général.

Description des missions du DGPAT

Le DGPAT est chargé, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Il s'assure que ces espaces naturels répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Il est garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.
Le DGPAT est constitué d'une part, en missions thématiques : « agriculture et biodiversité », « patrimoine bâti et culturel », « garderie et sports de nature », « interface terre-mer » et d'autre part, en missions transversales « gestion - évaluation », « scientifique », ainsi que d'un pôle d'assistance administrative, financière et documentaire.

Description du poste à pourvoir

Sous l'autorité du responsable du département, le responsable de la mission « interface terre-mer » est en charge de l'ensemble des dossiers relatifs à la politique de l'établissement en matière de gestion souple de la bande côtière et de gestion du domaine public maritime attribué ou affecté à l'établissement, dans un contexte de changement climatique.

Le Conservatoire est propriétaire de terrains en contact direct avec les milieux marins et il peut être affectataire ou attributaire de portions du domaine public maritime adjacentes, dans une logique de gestion intégrée. Compte tenu des enjeux particuliers de gestion de cette interface terre-mer, en termes d'aménagements côtiers, de biodiversité, de gestion des risques et dans le contexte des effets attendus du changement climatique, le Conservatoire a besoin, au niveau national, d'organiser le recueil et la diffusion des principales connaissances sur le thème, d'animer en lien avec les délégations de rivages des projets expérimentaux ou démonstratifs, d'assurer la participation de l'établissement dans les instances nationales, de définir ou mettre à jour des orientations nationales dans ce domaine.

Description des missions

- Mettre en œuvre les démarches engagées par l'établissement en matière de connaissance des enjeux liés à l'érosion et à la submersion marines sur son domaine, en lien avec le DAF pour ce qui concerne la politique foncière dans ce domaine ;
- S'assurer de la mise en œuvre des obligations de propriétaire du Conservatoire en matière de sécurité des digues et participer au suivi de l'évolution de la réglementation en matière de sécurité des ouvrages hydrauliques ;
- Participer aux instances et réflexions nationales relatives à la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, de la stratégie de gestion des inondations, et de la politique des risques naturels côtiers dans le contexte de changement climatique : mise en place d'un réseau d'observatoires côtiers, expériences de relocalisation, doctrines relatives aux PAPI (plan d'action et de prévention des inondations)… ;
- Coordonner et animer des projets relatifs aux opérations expérimentales ou démonstratives menées par les délégations sur les sites du Conservatoire en matière de gestion souple de la bande côtière, dépoldérisation, réestuarisation, gestion dunaire dynamique…, animer le réseau des agents des délégations de rivages du Conservatoire investis dans ces opérations ;
- Suivre et encadrer les aspects de la gestion patrimoniale des sites liés plus spécifiquement au domaine public maritime, en propre pour ce qui concerne le statut d'attribution ou d'affectation du domaine public maritime et les usages spécifiques (mouillages, pêche à pied…), en lien avec le reste du département pour les autres aspects patrimoniaux et d'usages ;
- Proposer puis réaliser ou encadrer la réalisation des actions globales décidées par l'établissement dans le cadre de la mission : partenariats scientifiques et universitaires, édition de documents techniques, contenu de documents d'information ou de campagnes de sensibilisation… ;
- Assurer des contacts réguliers avec les réseaux de gestionnaires d'espaces naturels ainsi qu'avec les partenaires administratifs et professionnels concernés, participer aux échanges d'expériences internationaux, notamment au plan européen, sur la thématique ;
- Participer à l'élaboration des rapports fournis par l'établissement aux tutelles.

Compétences requises

- Connaissances géographiques, physiques et écologiques des problématiques de gestion et d'aménagement des espaces naturels littoraux ;
- Autonomie dans la conduite de projets ;
- Compétences techniques en matière de gestion de base de données scientifiques et de systèmes d'information géographique ;
- Aptitudes dans l'usage d'outils d'infographie ;
- Maîtrise de la langue anglaise ;
- Capacités pédagogiques, d'organisation et d'animation ;
- Qualités rédactionnelles ;
- Maîtrise des outils informatiques bureautiques ;
- Qualités relationnelles reconnues.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du responsable du département. Il est en relation fonctionnelle avec les services nationaux, les délégations de rivages, le ministère de tutelle.
Relations extérieures : réseaux de gestionnaires d'espaces naturels, notamment les gardes du littoral, organismes scientifiques et naturalistes, services de l'Etat et des collectivités, prestataires, agences européennes du littoral …

Caractéristiques du poste

Catégorie fonction publique : Catégorie A.
Statut : fonctionnaire en détachement ou agent contractuel (contrat à durée indéterminée).
Métier : expert selon le référentiel des métiers de l'établissement (grille indiciaire des chargés de mission hors catégorie).

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1er mars 2016**. Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les candidatures (CV+ lettre de motivation), accompagnées du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à adresser **au plus tard le 29 janvier 2016 ;**

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste :

Patrick BAZIN, responsable du département de la gestion patrimoniale, Tel 05 46 84 72 85
Courriel : p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr

République française

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres recrute un délégué de rivages adjoint pour sa délégation Corse (H/F) à Bastia

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 165 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 000 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral en métropole et outre mer. Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Corse est composée de 11 agents et intervient sur les départements de Corse du sud et de Haute Corse. Sur le territoire de la délégation, le Conservatoire est propriétaire de près de 19 000 ha, répartis sur 64 sites.

Description du poste

La délégation du Conservatoire du littoral pour la Corse est localisée à Bastia avec une antenne à Ajaccio.

Au sein de la délégation, le délégué de rivages adjoint participe à la définition de la stratégie générale de l'établissement. Il appuie le délégué dans la mise en œuvre de la politique du Conservatoire du littoral sur l'aire de compétence de la délégation et assure sa suppléance sur l'ensemble de ses missions. Sous l'autorité du délégué, il contribue à l'organisation interne et au fonctionnement de la délégation.

Il échange en permanence avec le délégué pour mener ses missions de façon efficiente. Il est amené à représenter l'établissement au niveau territorial auprès des collectivités locales, établissements publics et administrations.

Description de la mission

En matière d'intervention foncière, le délégué de rivages adjoint contribue à la préparation et la mise en œuvre des stratégies foncières régionales (délimitation des zones d'intervention foncière, définition des programmes d'acquisition).

En matière de restauration et d'aménagement, il est chargé de la programmation technique et financière et de la coordination des travaux de réhabilitation, de remise en état, d'aménagement et d'accueil du public sur les sites en liaison avec les chargés de mission territoriaux de la délégation. Sur un ou quelques sites convenus avec le délégué, il pourra, le cas échéant, être chargé d'une ou plusieurs opérations particulières.

En matière d'ingénierie de gestion, il coordonne la mise en place des documents de gestion des sites, de leur suivi et de leur évaluation. Il coordonne les relations opérationnelles avec les gestionnaires en liaison avec les chargés de mission territoriaux de la délégation. Il coordonne l'élaboration et le suivi des conventions de gestion ou d'usages. Il participe aux démarches régionales et locales pour la connaissance et la gestion intégrée du littoral.

Le délégué adjoint aura plus particulièrement la responsabilité :

- de la programmation et du suivi de l'élaboration des documents de gestion des sites et des projets d'étude scientifiques ;
- de la programmation annuelle et de la coordination des projets d'aménagement et de restauration des sites et du bâti ;
- du montage des dossiers de financement et du suivi des subventions (aménagement, études) en lien avec le pôle administratif et financier de la délégation ;
- de la coordination opérationnelle avec les gestionnaires et de l'animation des démarches d'évaluation de la gestion ;
- de la coordination de la mise en place des conventions d'usage ;
- du suivi technique et financier des conventions de partenariat avec les collectivités locales (Collectivité territoriale de Corse et ses offices et agences, départements) et divers établissements publics de l'Etat : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, BRGM, IFREMER, ONCFS ;
- de la coordination de la préparation et du bilan des comités de gestion des sites,
- de la réalisation des rapports d'activité, du suivi du Contrat d'Objectifs et de Performance ainsi que des dialogues de gestion dans les domaines des études et de l'aménagement des sites et du bâti ;
- de l'optimisation des dispositifs de gestion des données et notamment de l'organisation des classements papiers et numériques, ainsi que du SIG de la délégation,

Il participe à des réunions nationales de coordination interne (entre la direction, le secrétariat général, les départements et les délégations) et peut être amené à participer à des groupes de travail nationaux ou des réflexions stratégiques.

Liens hiérarchiques et fonctionnels

Le délégué de rivages adjoint est placé sous l'autorité directe du délégué de rivages Corse du Conservatoire du littoral.

Il est en relation fonctionnelle avec l'équipe de direction et les services nationaux du Conservatoire. Au sein de la délégation, il assure la suppléance du délégué et exerce, pour l'ensemble de son activité une relation fonctionnelle et hiérarchique avec l'ensemble du personnel de la délégation, sans assurer leur évaluation.

Profil et compétences requises

- Expérience et intérêt personnel en matière de politiques publiques d'environnement et d'aménagement durable des territoires et plus particulièrement de préservation, de gestion, de restauration et de mise en valeur des espaces naturels, du patrimoine bâti et des paysages.

- Capacités managériales et qualités relationnelles.
- Capacités d'organisation et de prospective.
- Aisance pour la prise de parole en public et l'animation de réunions en particulier avec des collectivités.
- Aptitude au travail en équipe et en réseau.
- Aptitudes à la négociation, à la médiation et à l'ingénierie de projet.
- Expérience en gestion administrative, juridique et financière et dans la conduite de projets d'aménagement.
- Maîtrise de l'outil informatique (traitement de texte, tableur, messagerie, etc.…) et si possible de SIG.
- Titulaire du permis B.
- Grande autonomie, esprit d'initiative, sens des responsabilités.
- Très grande capacité de travail avec un fort engagement professionnel.
- Discrétion et sens de la confidentialité.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A confirmé, fonctionnaire en détachement ou mis à disposition, ou agent contractuel (CDI).

Le poste nécessite de nombreux déplacements, une importante disponibilité horaire et une activité à temps complet (5 jours par semaine).

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Localisé à Bastia (Haute Corse), le poste est à pourvoir à compter du 1er avril 2016.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation) sont à adresser **au plus tard le 5 février 2016 :**

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste : Michel MURACCIOLE, délégué de rivages Corse
Tel. : 04 95 32 38 14 courriel : m.muracciole@conservatoire-du-littoral.fr

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chargé de mission : Gestion quantitative de la ressource en eau sur le Marais poitevin, porteur de l'organisme unique de gestion collective (OUGC).** **Poste susceptible d'être vacant**
Domaines fonctionnels	Territoire et développement durable
Modalités d'affectation	Détachement sur contrat (fonctionnaire), mise à disposition (depuis une structure publique), CDD de 3 ans (statut d'agent public) à défaut.
Catégorie statutaire	Cadre A +
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation dans la gestion de l'eau et de la biodiversité sur un territoire complexe et très sensible.
Vos activités principales	- Concevoir et mettre en place les interventions de l'établissement public dans le domaine de la gestion quantitative de la ressource en eau. - Porter la fonction d'organisme unique de gestion collective (OUGC) : gérer l'autorisation unique, établir, évaluer et faire valider le plan de répartition annuel, faire évoluer les protocoles de gestion, animer les groupes de gestion, gérer le budget de la redevance, coordonner la gestion des prélèvements. - Animer le réseau des OUGC délégués. - Piloter la mise en place d'un outil web permettant le suivi des prélèvements. - Coordonner le suivi des contrats territoriaux de gestion quantitative (CTGQ). - Représenter l'EPMP en tant que de besoin à l'extérieur de l'établissement. - Participer activement au fonctionnement de l'EPMP, aux réflexions stratégiques et à la coordination des actions. - Piloter la commission spécialisée chargée de proposer la répartition des prélèvements d'eau.
Profil	Formation bac + 5 spécialisée
Compétences principales mises en œuvre	- Connaissances techniques et réglementaires des politiques publiques dans le domaine de la gestion de l'eau - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel - Capacité à la conduite de projet - Capacité à animer, expliquer, proposer, concilier et négocier - Sens des relations humaines et du travail en équipe - Autonomie
Durée du poste	3 ans (minimum) - renouvelable selon statut
Votre environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat (EPA), l'agent est directement placé sous l'autorité du directeur. - Il est amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets de l'EPMP dans le domaine de l'eau et de la biodiversité. - Il est en étroite relation avec les services de l'Etat en région et en département et en particulier avec les services chargés de la police de l'eau. - Il développe des relations avec de nombreux partenaires : agriculteurs, syndicats de marais, chambres d'agriculture, syndicats mixte, etc.
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1, rue Richelieu - 85 400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr
Date indicative de prise de fonction	Avril 2016
Date limite de dépôt des candidatures	29 février 2016
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation

Etablissement public
du Marais poitevin

Fiche de poste

Intitulé du poste	**Chargé de mission : Règles de gestion de l'eau**
Domaines	Territoire et développement durable
Modalités d'affectation	Détachement sur contrat (fonctionnaire), mise à disposition (depuis une structure publique), CDD de 3 ans (statut d'agent public) à défaut.
Catégorie statutaire	Cadre A
Localisation	Luçon (Vendée)
Contexte	Prévu par la loi Grenelle 2, l'Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) a été créé par le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011. Il intervient dans le domaine de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur tout le bassin versant du Marais poitevin (640 000 ha, 2 régions, 4 départements). L'équipe en place comprend 8 personnes qui travaillent en étroite concertation pour réussir cette mission de conciliation de la gestion de l'eau et de la biodiversité sur un territoire complexe et très sensible.
Vos activités principales	- Piloter le processus d'élaboration de règlements d'eau sur la zone humide : groupes de travail géographique, propositions de fuseaux, expérimentation et propositions d'arrêtés préfectoraux. - Animer les projets de contrats de marais en partenariat avec les syndicats de marais candidats. - Elaborer des protocoles de gestion de l'eau et réviser les accords de niveaux d'eau. - Assurer le suivi du sujet inondation en lien avec la gestion des niveaux d'eau. - Suivre l'interface terre-mer.
Profil	Formation bac +5 spécialisée en gestion des milieux aquatiques et en agroenvironnement (Master 2 ou ingénieur), expérience sur un poste similaire souhaitée
Compétences principales mises en œuvre	- Techniques et réglementation dans les domaines de l'agriculture et de l'eau. - Aménagement du territoire et gestion de l'environnement, en particulier sur les milieux aquatiques et les zones humides. - Informatique et systèmes d'information géographique. - Gestion de crédits publics. - Environnement institutionnel et professionnel (une connaissance du territoire sera un avantage). - Conduite de projets et marchés publics. - Sens des relations humaines et du travail en équipe, fortes capacités d'animation.
Durée du poste	3 ans
Environnement professionnel	- Au sein d'un établissement public de l'Etat, l'agent sera placé sous l'autorité du directeur - Il sera amené à travailler en étroite collaboration avec les autres responsables de projets dans le domaine de l'eau et de la biodiversité
Qui contacter ?	Johann LEIBREICH, directeur Etablissement public du Marais poitevin (EPMP) 1, rue Richelieu - 85 400 Luçon johann.leibreich@epmp-marais-poitevin.fr 02 .51.56.56.21
Date indicative de prise de fonction	16 juin 2016
Date limite de dépôt des candidatures	29 février 2016
Pièces à fournir	CV et lettre de motivation

FICHE DE POSTE

COORDINATEUR(TRICE) DU PROGRAMME LEADER SUD GUYANE 2014 -2020

Créé en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, valoriser les cultures traditionnelles et d'organiser avec ses partenaires un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiquement dévolues aux parcs nationaux, l'Etablissement Public du PAG s'est vu confier certaines mission spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : « contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leurs modes de vie traditionnels et de participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre d projets de développement durable défini par la charte du parc national ».

Le contexte des territoires concernés par le PAG se caractérise par des communes isolées des, une forte démographie, un retard des équipements et services et des freins au développement identifiés, dont un déficit important sur les pré-requis du développement. Pour autant, il existe un potentiel local et des perspectives d'activités, tant pour les initiatives privées que publiques, mais elles nécessitent un accompagnement et un soutien adaptés, notamment pour engager une dynamique d'intégration dans l'économie formelle.

C'est dans ce cadre que le Parc amazonien de Guyane porte le Groupe d'Action Local (GAL) Sud sur la période 2014-2020 qui mobilise en particulier les fonds européens gérés par la Collectivité Territoriale de Guyane pour soutenir des projets dans le domaine du développement durable. Le contenu des axes stratégiques et des actions à développer est en cours de finalisation avec les partenaires institutionnels, publics et privés, la collectivité Territoriale de Guyane.

Pour la mise en œuvre du programme Leader Sud Guyane 2014 - 2020, le PAG recrute son (sa) coordinateur (trice) à compter du 1er avril 2016 selon les conditions suivantes :

Résidence administrative : Rémire-Montjoly

Statut :
Poste de catégorie A, ouvert prioritairement aux trois fonctions publiques, et, à défaut, aux contractuels de niveau équivalent, pour une durée de 3 ans conditionnée au conventionnement de l'établissement dans le cadre de la programmation LEADER en Guyane.

Missions :
Sous l'autorité et la coordination du chef du Service développement durable, le/la coordinateur (trice) LEADER travaillera avec l'ensemble des services et les délégations territoriales sur le programme LEADER et plus largement avec l'ensemble des acteurs territoriaux impliqués dans les domaines de la programmation, la mise en œuvre et les financements dédiés au développement territorial.
Il/Elle propose, formalise, puis met en œuvre les objectifs définis par la gouvernance du Groupe d'Action Locale Sud Guyane en matière d'ingénierie financière au profit du développement territorial. Il/Elle assure une cohérence et une mise en synergie de la stratégie de développement avec les orientations des politiques publiques locales, et notamment celles des communes adhérentes au Parc amazonien et de l'établissement public (contrat d'objectif, Charte). Il (elle) est responsable de la conception, de la réalisation et de l'évaluation des actions dans son domaine d'intervention). Il/Elle travaille de façon privilégiée avec les référents « développement » du Parc amazonien de Guyane.

Activités :
Coordination et mise en œuvre du programme LEADER du GAL Sud et animation du réseau transversal interne dédié à LEADER :

- Il/Elle pilote, anime et coordonne le programme LEADER du GAL Sud, soutenu(e) par son assistante de gestion et en lien étroit avec les chargés de missions et les délégations territoriales du Parc.
- Il/Elle accompagne les porteurs de projets qu'ils soient publics ou privés dans la définition, la mise en œuvre financière et le suivi de leurs projets, notamment dans le cadre LEADER, en lien avec les chargés de mission compétents,
- Il/Elle veille à la cohérence entre ces projets et la politique de développement du territoire portée par le PAG et le GAL Sud, et évalue les conditions de faisabilité et de viabilité des projets,

- Il/Elle pilote les formations afférentes au bénéfice des référents « développement » du parc et des partenaires impliqués dans la gouvernance du programme pour faciliter la mise en œuvre du programme LEADER du GAL Sud.

Pilotage et/ou du suivi de projets de développement territorial nécessitant de l'ingénierie financière :

- Il/Elle participe au développement du territoire en pilotant en lien avec les délégations territoriales du PAG, l'élaboration et la mise en œuvre financière des projets dans les communes du parc,
- Il/Elle met en relation les porteurs de projets et les personnes ressources des organismes compétents, assiste les communes pour la recherche de financements pour la réalisation de projets structurants visant le développement du territoire,
- Il/Elle constitue et anime un réseau de partenaires liés à l'ingénierie financière dans le domaine du développement territorial y compris à l'échelle nationale et internationale,
- Il/Elle contribue à assurer une veille par rapport aux financements (appel à projets, …) dans le domaine du développement territorial,
- Il/Elle apporte son appui aux services et aux délégations pour les réponses aux appels à projets dans le domaine du développement territorial.
- Il/Elle rend compte régulièrement à sa hiérarchie des activités projetées et menées et fait part de ses propositions pour la mise en place et l'amélioration du fonctionnement de ses missions.

Connaissances :

- Bac + 4/5 ou équivalent
- Bonne connaissance dans le domaine :
- **de l'approche Leader**, ou des approches territoriales,
- **de la gestion des procédures et des fonds publics d'origine européenne,**
- du développement durable, du fonctionnement et de la culture des parcs nationaux,
- de la zone Sud de la Guyane
- du développement local et de l'approche territorialisée des projets,
- des procédures et des modalités de gestion des projets européens,
- les instances – processus, fonctionnement et circuits décisionnels liés au contexte guyanais.

Qualités et aptitudes :

- Capacité à avoir une approche stratégique et savoir mobiliser et fédérer autour d'un projet ;
- Capacité à promouvoir le territoire du parc, sur la base de son identité et de ses spécificités ;
- Capacité à l'élaboration et à la gestion de projets dans ses différentes étapes ;
- Capacité à coordonner des activités, des partenariats et animer des réseaux de partenaires ;
- Capacité à gérer des groupes de concertation et de décision ;
- Capacité rédactionnelle (projet, compte-rendu, courrier, dossier technique) ;
- Aisance relationnelle, qualités d'écoute et de médiation ;
- Rigueur, méthode, organisation du travail, autonomie et capacité à travailler en équipe ;
- Animer et tenir à jour des outils de suivi et de reporting ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Aptitude aux déplacements fréquents sur le territoire de la Guyane ;
- Parfaite aptitude à l'usage de l'outil informatique

Echéance de recrutement : Avril 2016
Afin de tenir compte du contexte très particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit si nécessaire une évaluation et un entretien avec un jury.

Date limite de candidature : 25 mars 2016

Les candidatures (lettre de motivation et curriculum vitae) sont à adresser à l'attention de :
Mr Gilles KLEITZ
Directeur du parc amazonien de Guyane
1 rue Lederson
97354 Rémire Montjoly

A envoyer par courrier postal ou courriel à :
Marie-Claude RILOS - Responsable des Ressources Humaines
recrutements@guyane-parcnational.fr

Copie à
Jacques GRELOT - Chef du Service Développement Durable
jacques.grelot@guyane-parcnational.fr

Parc national des Calanques

Appel à candidatures
Chargé(e) de communication spécialisé(e) en web management

Contrat à durée déterminée (CDD)

CONTEXTE

Le Parc national des Calanques est un établissement public récent, créé le 18 avril 2012, chargé de missions de protection des patrimoines naturels et culturels, d'accueil du public et d'appui au développement durable, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 9000 ha et un cœur marin de 45 000 ha.

Sa situation périurbaine, au cœur de la nouvelle métropole Marseille-Aix-Provence, place le Parc national dans une situation inédite, un véritable défi pour la conciliation de la préservation de patrimoines naturel, paysager et culturel exceptionnels et le développement des activités.

Dans le cadre de ses différentes missions, il développe des actions de communication auprès de différents publics, répondant à plusieurs objectifs, notamment : transmettre les connaissances et les valeurs du Parc national ; renforcer la visibilité du Parc national et concourir au rayonnement du territoire ; affirmer le Parc national comme un acteur de cohésion du territoire et sensibiliser sur les richesses et les enjeux du territoire.

Pour réaliser ses missions d'information, l'établissement public souhaite développer plus particulièrement la communication digitale et numérique.

PROFIL RECHERCHÉ

Poste de catégorie A ou B+, ouvert en priorité aux agents non titulaires.

RATTACHEMENT HIÉRARCHIQUE

Le poste est rattaché à la mission « Communication » et placé sous l'autorité de la responsable communication.

MISSIONS / ACTIVITÉS

L'activité de web management est la composante dominante de ce poste à pourvoir. Pour autant, au-delà des compétences en communication digitale et numérique, le (la) titulaire du poste doit avoir un profil polyvalent pour être en capacité de réaliser d'autres types d'actions de communication.

Ainsi, en liaison avec la responsable communication, ainsi que les autres pôles concernés (notamment SIG), le (la) titulaire du poste est chargé(e) de réaliser les activités suivantes :

Mission principale : développement de la communication digitale et numérique

Actualisation du site internet actuel :

Dans l'attente de la mise en œuvre du nouveau site internet, le (la) titulaire du poste est chargé(e) de mettre à jour les contenus éditoriaux et iconographiques du site internet actuel et assure un suivi statistique mensuel de la fréquentation du site.

Création du site internet :

Le (la) titulaire du poste est chargé(e), en lien avec l'établissement public Parcs nationaux de France (PNF), de mettre en œuvre le nouveau site internet mutualisé du Parc national des Calanques (infrastructure et graphiques communs aux 10 parcs nationaux de France), dont le lancement est prévu avant fin 2016.

A ce titre, il (elle) est en charge de :

- Définir l'arborescence du nouveau site internet ;
- Rédiger les contenus éditoriaux ;
- Sélectionner les contenus iconographiques ;
- Intégrer les contenus sur le site ;
- Participer aux réunions organisées par PNF pour la réalisation de ce support ;
- Evaluer les dysfonctionnements techniques du site suite à son lancement ;
- Animer et mettre à jour le site une fois lancé ;
- Assurer un suivi statistique mensuel de la fréquentation du site pour en dégager des pistes d'amélioration ou d'évolution.

Gestion des réseaux sociaux :

Le Parc national souhaite augmenter sa visibilité sur la toile des réseaux sociaux (Facebook, Tweeter et Google+) pour toucher un plus grand public.

A ce titre, le (la) titulaire du poste est en charge de :

- Proposer et mettre en œuvre des solutions pour booster les réseaux sociaux du Parc national ;
- Rédiger et mettre en ligne les contenus éditoriaux et iconographiques des posts ;
- Animer et fédérer les réseaux sociaux ;
- Modérer les contenus et répondre aux sollicitations ;
- Assurer un suivi statistique mensuel de la fréquentation des réseaux sociaux pour en dégager des pistes d'amélioration ou d'évolution.

Missions secondaires : appui sur les autres actions de communication

Le (la) titulaire du poste est chargé(e) de venir en appui à la responsable communication pour réaliser différents types d'actions, notamment dans les domaines de la **communication externe** (réalisation de différents outils de communication, organisation d'événements…) et de la **communication interne** (rédaction de newsletter…).

PROFIL REQUIS

Compétences techniques :

- Maîtrise des CMS open source, notamment Drupal et Joomla, sur les parties administration et configuration

- Maîtrise des langages HTML, CSS, PHP
- Expérience en gestion de flux RSS
- Maîtrise rédactionnelle
- Pratique de logiciels de graphisme et traitement des images tels que Photoshop, Illustrator
- Rigueur rédactionnelle

Compétences organisationnelles :

- Gestion de projet, pilotage, reporting
- Travail en équipe et en réseau
- Savoir anticiper et analyser les besoins

Compétences relationnelles :

- Esprit d'initiative, d'innovation et de créativité
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation
- Discrétion professionnelle
- Réactivité et adaptabilité

Profil souhaité

Expérience confirmée en web management.

Permis B.

Déplacements

Métier essentiellement sédentaire mais déplacements ponctuels à prévoir.

Localisation

Marseille (Bouches-du-Rhône), au siège du Parc national des Calanques.

Durée du contrat

Date de prise de poste au plus tard le 1er mars 2016.
Fin de contrat : 25 décembre 2016.

Rémunération

Selon barèmes de la fonction publique d'Etat.

Modalités de dépôt des candidatures

Le dossier de candidature doit comporter une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, et éventuellement d'un dossier technique personnel (book).

Il peut être adressé soit par voie postale à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
Candidature pour le poste de Chargé de communication
Bât A4 - Impasse Paradou

13009 Marseille

Soit par courriel avec accusé de réception : contact@calanques-parcnational.fr en citant en objet du mail « Candidature chargé de communication ».

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Laurence DELACHAUME, responsable communication, au 04 20 10 50 00 ou par mail :

laurence.delachaume@calanques-parcnational.fr

La date limite de réception des candidatures est fixée au 21 janvier 2016.

Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu à Marseille début février.
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure.